

Vormittagssitzung vom 15. Dez. 1937.
Séance du 15 décembre 1937, matin.

Vorsitz — Présidence: M. Weck.

3553. Rätoromanische Sprache.
Verfassungsänderung.
Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Botschaft und Beschlusentwurf vom 1. Juni 1937 (Bundesblatt II, 1). — Message et projet d'arrêté du 1^{er} juin 1937. (Feuille fédérale II, 1).

Beschluss des Nationalrats vom 7. Dezember 1937.
 Décision du Conseil national, du 7 décembre 1937.

Antrag der Kommission.

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Passer à la discussion des articles et adhérer à la décision du Conseil national.

Berichterstattung. — *Rapport général.*

M. Martin, rapporteur: Pour bien comprendre l'intérêt et la portée de l'arrêté fédéral proposé aux Chambres en vue de reconnaître le « Romanche » comme langue nationale, il convient de remonter quelques années en arrière et d'exposer l'origine du mouvement qui a abouti à l'initiative du canton des Grisons tendant à reviser la Constitution fédérale pour tenir compte des vœux unanimes des citoyens du canton des Grisons.

A la base de ce mouvement, il faut relever l'action énergique et constante de la « Ligia Romontscha » frappée du recul de la langue rhéto-romanche et de la nécessité de prendre des mesures pour en assurer le maintien en lui rendant son vrai caractère national. Aidée par la Société d'étudiants romanches « Romania », « Ladinia » et « Sesiana », une véritable Landsgemeinde fut organisée à Rhæzuns, le 2 septembre 1934, demandant que la langue romanche fût reconnue langue nationale, que la Confédération assume formellement, par un arrêté fédéral, l'obligation d'encourager la langue et la culture romanches et tienne compte également du romanche dans la législation et les actes officiels.

A la suite de cette manifestation d'un désir formel d'une partie importante de la population grisonne, une motion fut déposée au Grand Conseil des Grisons, au printemps 1934, par M. Modeste Nay, à Camischolas, un des hommes les plus avertis sur la culture et la littérature romanches de l'Oberland, en même temps un poète distingué, motion dont la teneur est la suivante:

« Der Grosse Rat, als Vertreter des Volkes von Graubünden, beauftragt die Regierung, den Bundesbehörden mit allem Nachdruck das Verlangen und den Wunsch des romanischen Volkes vorzulegen, dass neben der deutschen, französischen und

italienischen Sprache auch das Romanische als Nationalsprache erklärt und anerkannt werden. »

« Le Grand Conseil, représentant du peuple grison, charge le gouvernement de faire connaître aux autorités fédérales le vœu pressant du peuple romanche de voir la langue romanche déclarée et reconnue langue nationale, à côté de l'allemand, du français et de l'italien. »

Cette motion, discutée au Grand Conseil en automne 1934, dans une séance où l'on entendit des discours en toutes les langues du canton, fut acceptée à l'unanimité, d'accord avec le Petit Conseil. Ce vote constitue certainement une imposante manifestation et la preuve de l'unanimité régnant parmi les autorités des Grisons en ce qui concerne la question de la langue romanche.

Donnant suite à cette motion, le Petit Conseil du canton des Grisons, faisant usage des droits d'initiative conférés aux cantons par l'art. 93 de la Constitution fédérale, transmet la demande du Grand Conseil au Conseil fédéral par une lettre du 21 septembre 1935 reproduite presque in extenso dans le message du 1^{er} juin 1937, dont nous ne vous donnerons pas lecture, mais auquel nous ferons de nombreux emprunts au cours de ce rapport.

Nous devons, cependant, reproduire les conclusions de la requête du canton des Grisons:

« 1. Le romanche doit, par une modification de la Constitution fédérale, être reconnu comme quatrième langue nationale.

2. D'accord avec les milieux romanches et dans le sens des explications qui précèdent, nous reconnaissons que l'allemand, le français et l'italien doivent seuls être désignés comme langues officielles de notre pays, avec toutes les conséquences qui en découlent.

3. En revanche, la Confédération doit se déclarer d'accord qu'à l'avenir certaines lois de première importance soient aussi traduites en romanche et qu'il soit également tenu compte de cette langue pour la nomenclature, les inscriptions, etc. Les principes à observer dans ce domaine doivent être l'objet d'une ordonnance spéciale.

4. Si, dans des affaires pendantes devant les autorités administratives ou judiciaires de la Confédération, il est produit des pièces en romanche qu'il soit nécessaire de traduire, les frais de traduction ne doivent pas être mis à la charge des parties.

5. Il n'est pas nécessaire qu'un idiome rhéto-roman spécial ou la langue écrite correspondante soit déclarée langue nationale. S'il y a doute quant à la langue à employer, le Conseil fédéral décidera dans chaque cas, après avoir pris l'avis du Petit Conseil grison, dans lequel des dialectes principaux la publication, la traduction ou l'inscription en question doivent être faites.

6. La Confédération voudra bien continuer à assurer les ressources nécessaires à l'impression des différents vocabulaires, ainsi que du glossaire rhéto-roman au fur et à mesure de leur achèvement. Elle continuera également à soutenir financièrement les efforts de la « Ligia Romontscha » en vue de la conservation et de l'encouragement de la langue romanche. »

Ajoutons encore qu'en date du 8 octobre 1936, M. le député Condrau, interpella le Conseil fédéral

en lui demandant par quel moyen il estimait pouvoir donner suite au vœu du peuple grison.

Le Conseil fédéral répondit qu'il approuvait la requête du canton des Grisons et qu'il se proposait de soumettre aux Chambres un projet de revision de l'art. 116 de la Constitution, après avoir examiné encore certaines questions d'une utilité pratique.

Il faut dire encore, pour être complet, qu'au cours de cette année, une imposante manifestation en faveur de la reconnaissance de la langue romanche comme langue nationale a eu lieu à Zurich, où l'on entendit des orateurs des trois langues actuellement reconnues officiellement et où l'assemblée approuva à l'unanimité les vœux de nos Confédérés des Ligues.

C'est à la suite de cette campagne entreprise sans aucune arrière pensée politique et uniquement pour faire droit à des aspirations purement nationales et ethniques que le Conseil fédéral a déposé le projet d'arrêté fédéral actuellement en discussion.

Le Conseil national, dans sa séance du 6 décembre 1937 a, à l'unanimité, adopté in globo le projet du Conseil fédéral.

Les deux rapporteurs et tous les orateurs qui ont pris la parole ont rendu hommage au patriotisme de la population romanche et ont reconnu qu'il était de première importance au point de vue national de faire droit aux légitimes revendications du peuple et des autorités du canton des Grisons.

Nous nous associons de tout cœur à tout ce qui a été dit au Conseil national. A notre tour, nous devons examiner les différents côtés de l'initiative et étudier ses effets dans la législation fédérale.

Comment se présente la question au point de vue du droit constitutionnel? Bien entendu, le droit public de la Suisse primitive n'a pas connu de «question des langues». Issue d'une union entre communautés d'origine germanique, la langue officielle employée par les Confédérés ne pouvait être que l'allemand; la correspondance officielle des cantons entre eux et avec leurs alliés était la langue commune; les actes officiels importants étaient rédigés en latin.

L'entrée de Fribourg dans la Confédération, puis la conquête du pays de Vaud sur la Savoie, les annexions des bailliages au delà des Monts, les alliances avec Genève et le Valais, mettaient les Confédérés en contact avec des éléments welches, mais le système de la Confédération d'Etats laissait les cantons libres de régler à leur guise les rapports avec les Confédérés, alliés ou sujets ne parlant pas l'allemand. A vrai dire — et c'est une chose digne d'être notée avec soin — il n'y eut jamais en Suisse de difficultés internes résultant de différences de langues. La République de Berne, en particulier, n'a jamais cherché à porter atteinte à la liberté de langage de ses ressortissants romands, à part peut-être la traduction des noms des bailliages qui ne peut être considérée comme ayant eu une grande importance.

Avec les alliés, les Suisses correspondaient en allemand; les alliés répondaient en français.

En ce qui concerne les ligues des Grisons, qui entretenaient des rapports avec leurs voisins d'Uri, de Glaris, la correspondance était en allemand.

Survinrent la révolution, la chute de la Confédération en 1798 et la formation de la République

helvétique qui comprenait à titre de cantons des pays de langues française et italienne.

Tout de suite, les trois langues furent mises sur le même pied; les procès-verbaux du Grand Conseil helvétique furent rédigés en français et allemand, et les actes importants traduits en italien.

Dès 1799, des éléments romanches font partie de la République par suite de l'annexion du canton de la Rhétie. Les proclamations du gouvernement provisoire de ce canton furent traduites en italien et en romanche.

Le pacte fédéral, du 7 avril 1815, ne contient aucune disposition concernant la langue officielle; ce qui s'explique fort bien par la forme de Confédération d'Etats souverains qui était la base de ce pacte.

Les actes officiels, traités politiques et déclarations des puissances étrangères, ont été publiés en une édition officielle allemande en 1830; une traduction officielle française a été publiée en 1832 par ordre de la Diète (ancien recueil I, 210). Le règlement de la Diète, du 7 juillet 1818, ne contient aucune disposition concernant la langue employée dans les délibérations.

Le règlement militaire général de la Confédération, du 20 août 1817, a été traduit en français, à Zurich, en 1818; le règlement pour les troupes légères, du 10 juin 1806, n'a pas été traduit en français, pas plus que le règlement d'exercice pour l'infanterie du 30 juin 1809; par contre, le règlement d'exercice pour l'artillerie, du 21 juillet 1818, a été traduit en français à Genève. (Recueil officiel ancien I, p. 271, de même dans le règlement du 14 juillet 1895, anc. recueil II, p. 492.)

Le code pénal pour les troupes de la Confédération, du 25 juillet 1818, a été imprimé à Zurich en 1819; une traduction française admise par la commission militaire fédérale a paru également à Zurich.

Nous avons cité ces faits, car ils sont les premières manifestations de textes officiels en plusieurs langues.

En 1832, nous trouvons un arrêté relatif au serment à prêter par les officiers de l'Etat Major Général, prescrivant un serment dont le texte est rédigé en allemand, en français et en italien (27 août 1832, anc. rec. II, p. 308). Le serment de la troupe prescrit par la Diète, le 9 août 1831, est aussi rédigé dans les trois langues (II, p. 313).

Le 15 juillet 1835, la Diète décide de faire établir «une bonne traduction française des recès, non officielle, l'original allemand devant seul être considéré comme authentique».

Lors de l'élaboration de la Constitution fédérale, en 1847, la commission chargée de présenter un projet ne jugea pas à propos de proposer un texte sur la question des langues nationales. La question fut cependant discutée à la suite d'une proposition de la délégation vaudoise, appuyée par la délégation tessinoise. Elle tendait à introduire dans la Constitution un article ainsi conçu: «Les trois langues parlées en Suisse, l'allemand, le français et l'italien, sont langues nationales».

Cette proposition fut acceptée à l'unanimité sous la forme suivante: «Les trois principales langues parlées dans la Confédération sont déclarées officielles; la chancellerie fédérale pourvoira à ce que

les lois et arrêtés de la Confédération soient rédigés en allemand et en français, aux frais de la Confédération».

La commission de rédaction simplifie ce texte et revient avec le texte de l'art. 109: «Les trois principales langues parlées en Suisse, l'allemand, le français et l'italien, sont langues nationales de la Confédération suisse».

Cet article, qui a été textuellement repris en 1874, est actuellement en vigueur sous la forme de l'art. 116 de la Constitution fédérale.

Le message fait remarquer avec raison que le législateur constituant de 1847 a tout d'abord voulu renoncer à instituer une langue officielle faisant foi en cas de contestation (ce qui était le cas depuis 1835); et qu'en outre l'introduction du mot «principales» signifie que l'on voulait tenir compte de la langue romanche. A vrai dire, on ne trouve pas d'indication formelle à ce sujet, mais on peut estimer comme vraisemblable que l'on n'a pas voulu limiter aux trois langues reconnues officielles, le caractère de national (V. Blumer, Bundesstaatsrecht II, p. 104).

La disposition constitutionnelle de 1848 n'a jamais donné lieu à des contestations graves; ses effets ont été de mettre les trois langues sur le même pied d'égalité, soit en ce qui concerne la publication des lois et arrêtés, soit en ce qui concerne la langue employée pour la correspondance officielle et celle usitée dans les débats des Chambres.

En ce qui concerne plus particulièrement le romanche (ou les idiomes rhéto-romans), il faut noter que le Conseil fédéral a fait, tant en 1872 qu'en 1874, traduire dans les deux langues romanches et ladine les projets de Constitution fédérale soumis au peuple, sans cependant donner à ces traductions un caractère officiel et authentique. Par contre, en 1877, le Conseil fédéral a refusé d'ordonner la traduction en romanche de diverses lois soumises au vote du peuple. En revanche, le code des obligations et la loi fédérale sur la poursuite, puis le code civil, ont été traduits officieusement en romanche, au moyen de subvention fédérale.

Il faut noter encore en 1927 une motion Brügger, demandant que les bulletins de vote soient rédigés en romanche. La motion fut rejetée par le Conseil national (Droit fédéral suisse II, p. 310).

Devant le Tribunal fédéral, la question du romanche n'a jamais donné lieu à difficultés. Dans les cas où des pièces sont produites en romanche, le Tribunal fédéral les fait traduire aux frais de la caisse fédérale, qui supporte du reste, de ce chef, de minimes dépenses.

Les arrêts du Tribunal cantonal rédigés en allemand ou italien lorsqu'ils sont soumis au Tribunal fédéral, donnent lieu à des arrêts en allemand ou en italien. Le Tribunal fédéral interrogé par le Conseil fédéral n'a vu aucune difficulté au point de vue pratique à l'adoption du romanche comme langue nationale.

Il résulte de ce qui précède que la Constitution a entendu donner le caractère de langue nationale à l'allemand, au français et à l'italien et que, si l'on veut donner aussi le caractère de national aux langues rhéto-romanches, il faut le faire par une révision de la Constitution. C'est bien ce que propose le Conseil fédéral.

La question de droit constitutionnel étant ainsi liquidée, il y a lieu maintenant d'examiner les raisons militant en faveur de la révision proposée et la valeur des motifs de la requête du canton des Grisons.

Passons maintenant au point de vue historique et linguistique. Sans vouloir faire ici un cours d'histoire, il convient, afin de bien comprendre la question actuellement en discussion, de rappeler que le territoire occupé par les Grisons a été habité dès la plus haute antiquité très probablement, ainsi que les historiens modernes l'admettent d'une façon générale, par des populations d'origine étrusque venues du Danube en remontant ses affluents de droite et qui se seraient fixées dans les hautes vallées, descendant même plus tard dans les vallées devenues italiennes. Dans ces vallées hautes et basses, les anciens habitants, peut-être illyriens d'origine, auraient formé un ensemble de tribus montagnardes aux noms et parlés divers. Ce furent les Romains qui créèrent la «Rætia», région ne répondant pas à un ensemble ethnique, moyen, mais à une notion administrative, après que les peuplades montagnardes ont été vaincues dans de rudes campagnes par Drusus et Tibère en 15 av. J. C.

Sous Dioclétien, la Rætia se partageait en deux parties: la Rætia prima, Haute Rhétie avec la vallée du Rhin jusqu'au lac de Constance et la partie supérieure de la vallée de l'Adige, chef lieu Curia Rætorum; la Rætia secunda avec le Tyrol septentrional et la Bavière méridionale, chef lieu Augsburg, Augusta Vendelicorum.

Pour la Haute Rhétie, qui seule nous intéresse, on ne peut pas, dit M. Peider Lansel dans l'ouvrage dont j'emprunte maints renseignements, parler de colonisation romaine, mais mieux d'une occupation militaire nécessaire à l'empire pour maintenir ses communications avec ses territoires conquis au nord des Alpes.

Puis vinrent la décomposition de l'empire, les invasions des Alemanes dans le Maxima Sequanorum (Haute Alsace et Helvétie orientale), le rappel en Italie des soldats et colons romains du Danube sous Odoacre, en 487. Seule la Haute Rhétie maintient son indépendance à l'abri des hautes forteresses constituées par ses montagnes.

Le christianisme pénètre en Rhétie au IV^e siècle et s'établit vers la fin du V^e siècle, grâce aux apôtres venus d'Irlande et d'Ecosse; avec le christianisme, le pays se latinise. L'invasion des Ostrogoths, sous Théodoric, fait pour quelque temps de Coire la capitale, sous le nom éphémère de Theodoricopolis; puis les Francs qui avaient repris les territoires ostrogoths hors d'Italie maintiennent à la Rhétie une certaine autonomie sous la présidence d'un praeses qui était l'évêque de Coire.

Charlemagne maintient les lois et ordonnances de la Rhétie (lex romana curiensis), mais enlève le pouvoir civil aux évêques pour le remettre à un comte; sous les fils de Charlemagne, le diocèse de Coire est détaché de sa métropole, Milan, pour être rattaché à celle de Mayence, ce qui amena déjà une certaine germanisation.

L'appel des Alemanes en Rhætia Secunda avait amené un grand nombre d'Alemanes au sud du

lac de Constance, d'où la germanisation de ces contrées, qui s'est opérée assez lentement cependant, puisque le rhéto-roman subsiste jusqu'au VIII^e siècle au sud du lac de Constance, au XI^e siècle à Glaris et même jusqu'au XV^e siècle dans la région de Ragaz.

Tout ceci explique comment et par quel phénomène extrêmement curieux, la langue rhétique parlée dans les vallées de la Rhétie première ou supérieure, par les colons et les soldats romains des postes de surveillance des passages des Alpes, survit aux invasions germaniques venues du nord, mais est peu à peu refoulée dans les vallées supérieures.

D'autre part, dès le XIII^e siècle, à l'instigation des seigneurs féodaux, des établissements de Walser se produisent en divers endroits. Originaires du Haut-Valais, ces communautés avaient tout d'abord pénétré en Haute-Italie dans les vals Formazza, Gressoney, Macugnaga et de là dans les Grisons, appelées en vertu de véritables contrats. Il en est résulté les flots germaniques intercalés en territoires rhétiques. Vals, Davos et s'étendant même au delà des frontières actuelles de la Suisse, jusque dans le Tyrol.

Mais ce qui est remarquable, c'est que ces populations allemandes s'entendirent complètement avec les autochtones rhétiques, ainsi qu'avec les habitants des vallées italiennes et que les franchises accordées aux Walsers amenèrent les hommes libres des vallées rhétiques, avec l'aide de souverains féodaux, tels que les comtes de Sax Misox, les Rhæzuser et surtout de l'Abbaye de Disentis, à se grouper en ligues, à chasser les seigneurs étrangers et malgré la diversité de langues, à former la confédération déjà forte des trois ligues, la Ligue grise. La Maison Dieu et la Ligue des trois juridictions.

Ce fut au XVI^e siècle que se produisirent les premiers essais de littérature en langue rhéto-romanche écrite; l'imprimerie et aussi, il faut le dire, la Réforme, occasionnèrent une éclosion remarquable de publications imprimées dans les deux idiomes rhéto-romans principaux: celui de l'Oberland, le suiselvien et celui de l'Engadine, le ladin.

En 1552, on trouva un catéchisme, puis un abécédaire; en 1560 paraît le Nuof Testament de Giacem Bifrum et le Cudesch da Psalmo; la Bible de Vulpus et Dorta (1672). Il se fonde également des imprimeries à l'abbaye de Muster, qui publie plusieurs écrits non seulement religieux, mais de poésie et d'art populaire, dont les exemplaires, quelques-uns rarissimes, ont pu être actuellement réunis à Disentis dont la bibliothèque a été malheureusement brûlée en 1799, lors de l'invasion française.

Il ne me vient pas à l'idée, dans ce rapport sur une question constitutionnelle, d'aborder l'examen du problème linguistique de l'origine et de la nature du parler rhéto-roman.

Le romanche et le ladin constituent-ils un groupe linguistique autonome, ou sont-ils des dérivés de dialectes italiens? Nous avons vu, par les courtes observations que nous avons présentées sur l'origine historique de la Rhétie, que les populations rhéto-romanches occupant un vaste territoire au sud et au nord des Alpes, avaient été par les différentes invasions et occupations militaires de leur pays, comprimées d'une part par les éléments alé-

manes et d'autre part par les influences lombardes et italiennes.

Cela explique fort bien qu'au point de vue de la langue, les dialectes ladins des Grisons constituent ce qui reste de plus pur dans la zone ladine et que le surselvan de l'Oberland ait résisté à l'influence germanique.

Au XVIII^e siècle, Joseph Planta, bibliothécaire du British Museum, identifie le romanche avec le vieux langage «romanz» dont le texte bien connu des serments de Strasbourg est le témoin (842).

Les linguistes modernes Ascoli (Anthologie britannique, (vol. XIII, 1881), Guilio Bertoni, Gillieron, sont maintenant d'accord pour estimer que les idiomes parlés en Engadine et dans l'Oberland grison, constituent un groupe linguistique dérivant du latin et qui doit être mis sur le même pied que le provençal, le catalan, l'espagnol, l'«s» du pluriel existant en romanche et non en italien est pour les profanes une indication précieuse, sans parler d'autres preuves.

Nous ne devons pas méconnaître que les deux dialectes rhéto-romanches, l'engadinois surtout, ont subi des altérations provenant de l'allemand et de l'italien.

Ce qui doit être relevé, c'est que les deux dialectes et leurs variantes ont un caractère profondément autochtone et constituent un élément indissolublement lié avec la race qui les parle.

C'est pour nous ce qui importe; la langue romanche est au point de vue historique une langue parlée depuis près de 1000 ans par une population indépendante, actuellement unie à la Suisse par des liens sacrés et en conséquence, elle est digne d'obtenir la consécration de son caractère national dans la Constitution fédérale.

Qu'en est-il de la situation actuelle? Dans aucun domaine, il n'est inutile de consulter les statistiques. Dans la question qui nous occupe, on trouvera d'intéressants renseignements dans l'Annuaire statistique de la Suisse 1935, p. B, et dans une publication du Prof. Liebeskind, de l'Université de Genève (Die romanische Schweiz als nationale Problem, Glaris 1936, p. 2).

Extrayons-en les quelques chiffres suivants:

En 1930, il y a en Suisse	43 372	habitants suisses
		parlant romanche
	et	786 étrangers
		<u>44 158</u>
contre		43 035 en 1920
	augmentation	<u>28</u>

On pourrait en conclure que la langue romanche a conservé sa position en Suisse.

Hélas, les statistiques sont quelquefois trompeuses et, si l'on considère les chiffres pour le seul canton des Grisons, on arrive à des résultats moins réjouissants.

Dans le canton des Grisons, le nombre des Romanches qui était en 1920 de 39 127 est en 1930 de 39 028.

Mais dans l'espace de 10 ans, la population des Grisons a augmenté de 6486; ainsi, la proportion des Romanches, par rapport aux autres langues, a diminué. Pour 1000 habitants, il y a

en 1930	309	Romanches,
» 1920	326	»

Jusqu'au milieu du siècle, la majorité des Grisons était romanche; la proportion est inférieure à $\frac{1}{3}$. Actuellement, la population de langue allemande dépasse le 50 %.

Si l'on considère uniquement le territoire romanche, on constate une augmentation:

36 015	en 1930
35 913	en 1920

Si l'on prend les chiffres de quelques cercles, on constate que là où la proportion des Romanches est supérieure à 75 %, elle reste intacte; entre $\frac{2}{3}$ et $\frac{3}{4}$, la diminution se produit; au-dessous de $\frac{1}{2}$ %, la diminution fait des progrès considérables.

	1930	1920	
	%	%	
Disentis	95		sans changement
Oberhalbstein	91	—	
Münstertal	82	80	
Oberstasna	81		sans changement
Lugnez	74	75	
Ruis	72	71	
Ilanz	70		sans changement
Schams	69	70	
Rhâzuns	67	70	
Remus	65	69	
Belfort	63	67	
Alvaschein	62	71	
Domleschg	41	46	
Trins	40	43	
Bergün	36	41	
Oberengadin	33	41	
Thusis	18	22	

Des 220 communes, 101 ont une majorité romanche; dans 59 communes, plus de 90 % de la population est romanche.

On peut conclure des chiffres qui précèdent que le romanche est en régression partout où il est en contact avec d'autres éléments.

Au point de vue constitutionnel interne du canton, le romanche est langue officielle des Grisons aux termes de l'art. 46 de la Constitution de 1892/94. «Les trois langues du canton sont garanties comme langues du canton.» Cette disposition date de 1880, mais ne se retrouvait pas dans les deux Constitutions précédentes de 1820 et 1854. L'usage voulait cependant que les recès et protocoles du Grand Conseil et des projets de lois soient régulièrement traduits en romanche de l'Oberland. Le texte allemand est seul discuté et a un caractère authentique.

Devant les tribunaux, il n'existe aucune prescription légale dans les lois de procédure. En pratique cependant, devant les tribunaux inférieurs surtout, la langue romanche peut être employée. Il en est forcément de même pour les pièces administratives, correspondances administratives et de police; aucune difficulté ne nous a été signalée de ce chef.

A l'école, des règles précises sont posées dans les programmes scolaires. Dans les petites classes, l'enseignement est donné exclusivement en romanche et l'enseignement de l'allemand commence en 4^e année, dans certaines communes en 5^e année; dans le centre, on commence l'allemand déjà dans les premières années, mais on tend à réintroduire le romanche déjà dans les petites classes.

Dans les classes secondaires, l'enseignement est en allemand, avec deux ou trois heures de romanche par semaine. A l'école cantonale, les élèves internes, de langue romanche, reçoivent l'enseignement obligatoirement en romanche. Pour les autres, dès 1914 un enseignement du romanche est obligatoire.

Quelles sont les mesures à prendre pour assurer le maintien de la langue rhéto-romanche?

Tout d'abord: la reconnaissance de la langue. Toutes les considérations que nous avons exposées jusqu'ici nous conduisent à conclure, avec le Conseil fédéral et le Conseil national, qu'il y a lieu de faire droit à la demande du Petit et Grand Conseil des Grisons et d'insérer dans la Constitution le principe de nationalité de la langue rhéto-romanche.

De là l'art. 2 de l'arrêté fédéral qui modifie la Constitution, art. 116, de la façon suivante:

«Art. 116. L'allemand, le français, l'italien et le romanche sont les langues nationales de la Suisse.»
En allemand:

„Das Deutsche, Französische, Italienische und Rätoromanische sind die Nationalsprachen der Schweiz.“

On met ainsi, au point de vue national, sur le même pied les quatre langues parlées en Suisse; la nation suisse parle quatre langues. Le fait que la langue romanche est la dernière de l'énumération ne signifie nullement qu'elle est inférieure aux autres en rang ou en valeur. Le terme «quatrième langue» qui a quelque peu choqué nos amis de l'Engadine, ne doit pas être pris dans un sens péjoratif.

Remarquons aussi que l'art. 116 nouveau emploie le mot «langue romanche», en allemand «Rätoromanische» et en italien «il romancio».

Le Conseil fédéral n'a pas voulu indiquer lequel des dialectes devait être reconnu national, et si un des dialectes des Grisons devait être reconnu au détriment des autres.

L'emploi d'un terme générique comprend donc tous les idiomes rhéto-romanches et du reste, le fait dont nous allons parler, qui distingue entre langues nationales et langues officielles, ne rend pas nécessaire la désignation d'un dialecte rhéto-romanche qui aurait le caractère officiel.

En fait, la déclaration de nationalité, qui figurera dans la Constitution, a le caractère d'une déclaration de principe, d'une satisfaction donnée à une partie de la nation suisse et d'un hommage mérité rendu à sa valeur historique.

Mais au point de vue administratif, il est nécessaire alors de faire une distinction entre langue nationale et langue officielle (Amtssprache) et de donner le caractère d'officiel uniquement à l'allemand, au français et à l'italien.

Au fond, rien ne sera changé à la pratique administrative actuelle; devant les Chambres, l'usage des langues nationales devra être admis sans distinction; en fait, les trois langues officielles seront employées. Je dois faire remarquer, à ce sujet, qu'un honorable conseiller ayant parlé en romanche, au Conseil national, on lui a fait remarquer que le règlement s'y opposait. Ce n'est pas tout à fait exact. Le règlement est muet à cet égard. Cependant, la remarque faite par M. le président du Conseil national était justifiée, car, actuellement, on doit en rester au principe fixé à l'art. 116 de la Constitution fédérale. Si un député romanche veut s'ex-

primer en romanche, il sera écouté avec intérêt et déférence; mais, malheureusement, s'il veut être compris, il devra employer une des autres langues officielles; c'est le sort naturel de toutes les minorités linguistiques.

La rédaction des lois et arrêtés devra, comme auparavant, être faite dans les trois langues officielles. Leur publication sera faite également dans une de ces langues, mais nous avons pris acte avec approbation que, d'accord entre le Conseil fédéral et le canton des Grisons, les lois fondamentales de notre pays devront être traduites en romanche, comme ce fut le cas pour le code civil, la loi de poursuites et le code des obligations.

La même pratique devra être employée par les services fédéraux, douanes, postes, administration militaire. Pour la douane et les postes, il est naturel que ces administrations emploient une langue officielle; mais pourquoi ne procéderaient-elles pas aussi en pratique à des traductions des avis officiels que la population doit pouvoir comprendre?

J'ai eu l'occasion de constater, l'été dernier, que les communes romanches du canton des Grisons faisaient les publications de mariage en allemand. On peut se demander si les intéressés qui ne parlent que le romanche peuvent lire le petit avis précisant qu'ils ont le droit de faire opposition jusqu'à telle ou telle date. C'est là un détail de minime importance, mais je tenais à le signaler.

La correspondance locale a, du reste, lieu déjà souvent en romanche.

De même devant le Tribunal fédéral; de tout temps il est arrivé que des documents aient été produits en romanche. Le greffe les fait traduire et il n'en résulte pas de frais pour les parties. Il nous paraît exclu que des difficultés puissent résulter derechef dans l'administration de la justice. Si la pratique, en révèle, elles pourront facilement être réglées par voie d'ordonnances ou de règlements, bien qu'actuellement le Conseil fédéral ne prévoie pas la nécessité d'édicter une loi d'exécution.

La requête du Conseil d'Etat du canton des Grisons mentionne aussi d'autres mesures.

Nous avons déjà parlé de la demande de traduire les lois et ordonnances. Le canton demande, en outre, qu'il soit tenu compte du romanche pour la nomenclature des lieux.

Il demande encore que les crédits nécessaires soient votés pour imprimer les différents vocabulaires et que le glossaire rhéto-romanche puisse être achevé. Il demande enfin que la Lia Romantche, qui lutte avec beaucoup de zèle au maintien de la langue, soit encouragée et subventionnée.

Avec raison, le Conseil fédéral répond que ces questions d'ordre administratif doivent être examinées indépendamment de la revision constitutionnelle. Il ne repousse, du reste, par les demandes annexes du canton des Grisons et les étudiera avec bienveillance.

Laissons-les donc de côté pour le moment; surtout ne parlons pas ici de subvention, mot que jusqu'à présent nous avons été heureux de ne pas être obligés d'employer.

Un seul point mérite cependant quelques observations. Il s'agit de la nomenclature du nom des lieux.

A cet égard, il faut constater que, dès 1848, lorsque les exigences de la poste et de la cartographie se sont fait sentir, beaucoup de noms de lieux romanches ont disparu pour faire place ou bien à des noms allemands correspondants, mais aussi à des traductions dont quelques-unes sont très défectueuses.

On comprend fort bien que là où la population est mixte, l'appellation allemande ait été employée sur les cartes et sur les publications des postes et chemins de fer.

Mais pourquoi a-t-on employé de mauvaises traductions, d'apparence italienne ou latine, pour désigner des lieux purement romanches?

Campo vasto	pour	Chamuesch
Silvaplana	»	Sclaplana
Celerina	»	Schlarina

On trouve même qu'un ouvrage de 1856 a employé le terme Poate Teresina pour Puntrascheina alors que le Dictionnaire historique indique que Pontresina dérive de Pons ad Sarasinos (!), ce qui nous semble une erreur.

Dans ce domaine, il y aurait un double travail à faire. Là où on le pourra, il faudra revenir à la désignation romanche, par exemple: Scuols, en y joignant l'appellation allemande Schuls, ou vice versa.

Mais il va sans dire que, dans certains cas, si la réputation mondiale d'une localité a été faite sous une désignation non romanche, il faudra conserver la traduction et je crains bien qu'il ne soit impossible de remplacer St.-Moritz par San Maurezan.

En 1934, le Petit Conseil des Grisons a nommé une commission pour la nomenclature du registre foncier et de la carte du canton; un travail en harmonie avec les autorités fédérales, postes, mensuration cadastrale, etc., devra être entrepris. Il y a là un domaine où des difficultés évidentes devront être tranchées. Dans certains cas, des localités ont deux ou quelquefois trois noms qui ne sont pas toujours des traductions, les uns des autres (Bivio, Beiva, Stalla; Scuol. Schuls).

Il appartiendra enfin au peuple grison lui-même et à ses autorités d'accomplir la tâche principale pour la langue romanche.

C'est surtout un travail incessant dans le domaine cantonal qu'il faudra exécuter: dans l'école, dans l'instruction des enfants, dans les manifestations publiques, se servir de toutes les occasions pour donner une impulsion nouvelle à l'emploi de la langue romanche.

Dans ce domaine, les sociétés patriotiques telles que la Lia Romantscha, ont accompli un beau et utile travail et il faut rendre un juste tribut de reconnaissance à ses dirigeants et à la pléiade de poètes, de musiciens, d'artistes, de publicistes, qui ont grandement honoré leur patrie rhétique et qui l'honorent encore dans leurs belles manifestations.

C'est un devoir pour nous de citer ici les noms des poètes Huonder, Muoth et Peider Lansel, du musicien Barblan, l'admirable compositeur du Festspiel de Calven et Bezzola, auteur du chant: «Ma belle val mi Engiadina» et du peintre Menn.

Rappelons aussi la trace lumineuse laissée dans le domaine de la sociologie par l'éminent professeur G. Decurtins et, plus récemment encore, par le respecté ancien conseiller fédéral Calonder.

Passons en terminant à l'examen de l'art. 107, relatif au Tribunal fédéral.

La distinction entre «Langue nationale et langue officielle» entraîne la modification de l'art. 107 qui est actuellement :

«Les membres et les suppléants du Tribunal fédéral sont nommés par l'Assemblée fédérale, qui aura égard à ce que les trois langues nationales y soient représentées.»

L'adjonction du «romanche» comme langue nationale aurait eu pour conséquence d'obliger les Chambres à désigner des juges romanches. Cela aurait été certainement presque excessif.

Ce que la Constitution de 1874, comme le projet de 1872, avaient voulu, c'est que les langues officielles soient représentées lorsque les Chambres nomment les juges et les suppléants. Il n'est rien dit quant au nombre et à la proportion et il est certainement nécessaire qu'il y ait au Tribunal fédéral des juges des trois langues; il faut surtout que ce Tribunal puisse juger des affaires étudiées et instruites dans les trois langues.

Ce que nous avons dit ci-dessus concernant la traduction de pièces romanches nous donne toute satisfaction.

Cela n'empêche nullement, comme tel a été le cas, que le canton des Grisons qui a donné à la Suisse d'éminents juristes, ne puisse pas désigner aux suffrages des Chambres, des candidats dont la langue maternelle est le romanche. Il y a eu des juges fédéraux romanches qui ont rempli leurs fonctions avec talent, comme il y en a eu au Conseil fédéral.

La revision de l'art. 107 ne doit donc pas entraîner de modification à la pratique actuelle.

Elle est dictée uniquement par des raisons de forme.

Il est temps de conclure.

A l'unanimité, votre commission a décidé de vous proposer l'adhésion à la décision du Conseil national, et de recommander au peuple suisse le vote des deux nouveaux articles constitutionnels.

Votre Conseil, nous en sommes certains, ratifiera notre préavis. Nous considérons en le faisant que nous ne demandons pas simplement au peuple de témoigner de la sympathie à la population rhéto-romanche des Grisons, mais que nous remplissons un devoir impérieux à l'égard de cette vaillante population en reconnaissant que la langue que ses pères ont parlée depuis des siècles doit être mise sur le même pied que celle des autres cantons de notre pays.

L'art. 4 de la Constitution dit qu'il n'y a en Suisse aucun privilège du lieu de naissance de personne ou de famille.

La déclaration que nous vous demandons de faire sera une application toute naturelle de ce principe fondamental de la Constitution.

Encore un mot et j'aurai terminé.

Dans le beau voyage que les membres des deux commissions ont fait dans les Grisons pour faire plus ample connaissance avec les institutions et les hommes des vallées rhétiques, il y eut un moment émouvant.

Ce fut à Truns, dans le petit cimetière qui fut abrité par l'érable, devant la Chapelle de Sainte Anne et où la Ligue Grise fut fondée.

Là, devant la stèle qui rappelle le poète Huonder, quatre jeunes filles du village nous récitèrent en romanche, en allemand, en italien et en français les 3 strophes de la «Ligia Grischa» de Huonder.

A Truns sut igl ischi
Nos babs ein serimnei,
Da cor ein els uni,
Cun forza tuts amai,
Iur clom ha ramurau,
las tuors sfraccadas en.
Tirans han empruau
Co'ls Grischs fan trument!

Affons nus denter greps
Nutri segls en las vals
Naschi entuorn ils pézs —
Lein esser nus vasals?
Tgi metta nus sut tetg
En nossa paupradad?
Tgi dat a nus nies dretg?
Mo valerusadad.

Nies ferm e liber maun
Mo alla libertad!
Nies cor, nies liber saung
Alla fraternitad!
Gni sut gl'ischi, Grischuns,
Nos babs lein honorar,
Ba forza cun canzuns
La ligia Grisch'alzar!

Zu Truns ein Ahorn steht,
Da hielten weisen Rat
Die Väter, einig, stark,
Entschlossen fest zur Tat!
Ringsum erscholl ihr Ruf,
Die Buegen sanken hin,
Tyranenblut erfuhr
Des Bündnerrechtes Sinn!

Wir, deren Wiege nah
Dem Eis- und Felsrevier,
Auf freien Alpenhöhn —
Wie trügen Fesseln wir?
Wer bietet Hirten Schutz
Vor frecher Räuber Schwarm,
Wer schafft uns Armen Recht?
— Nur unser starker Arm!

Der Freiheit weihen wir
Die feste freie Hand,
Das Herz, das freie Blut —
Nur dir, o Vaterland!
Zum Bundesbaum herbei!
Hört's Bündner in der Rund!
Und feiert im Gesang
Der Väter „Grauen Bund“!

Il ne pouvait y avoir aucune manifestation plus émouvante et plus significative de l'unité nationale.

En définitive, la commission, unanime, vous demande d'adhérer à la décision du Conseil national et de voter en conséquence in globo l'arrêté fédéral qui vous est soumis.

Willi: Sie werden es erwarten oder doch wenigstens verzeihen, dass ich als einziger Rätoromane des Rates bei dem Traktandum „Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache“ einige Worte sage, obwohl es sonst in diesem Saale verpönt ist, zu unbestrittenen Vorlagen unnütze Worte zu verlieren. Sie werden aber begreifen, dass das rätoromanische Volk es nicht verstehen könnte, wenn ich in dieser Stunde, die eine Feierstunde für das ganze romanische Volk ist, schwiege.

Vorerst danke ich dem Herrn Referenten im Namen aller Romanen auf das herzlichste für sein glänzendes und für uns Romanen so wohlwollendes Referat. Ich freue mich darüber auch wegen des Motionärs im Grossen Rat, meines Freundes Modest Nay und meines Kollegen Herrn Dr. Ganzoni, deren unermüdlicher Eifer durch diesen Beschluss mit so grossem Erfolge gekrönt wird.

Der heutige Beschluss, das Romanische als Nationalsprache anzuerkennen, wird, um juristische Ausdrücke zu gebrauchen, in bezug auf die Feststellung, dass die romanische Sprache eine selbständige Sprache ist, deklarative und nicht konstitutive Wirkung haben; d. h., durch den Beschluss wird die Sprache nicht erst zur selbständigen Sprache erhoben, sondern es ist zur Fassung des Beschlusses nur unerlässliche Voraussetzung, festzustellen, dass es sich beim Romanischen um eine selbständige Sprache handelt. Dadurch wird aber dieser Beschluss zum Werte der feierlichen staatlichen Anerkennung des Romanischen als selbständige Sprache erhoben. Damit geht nun ein lang gehegter Herzenswunsch des kleinen rätoromanischen Volkes in Erfüllung.

Ich möchte aus dem Referat vor allem die Feststellung unterstreichen, dass es sich beim Romanischen um eine selbständige Sprache handelt. Die Abgeschiedenheit der meist unwegsamen Täler der rätischen Alpen förderte die Sonderentwicklung des rätischen Vulgärlateins in so hohem Masse, dass schliesslich im Laufe der Jahrhunderte ein von den südlichen Sprachgebieten vollständig losgelöster Sprachtypus entstanden ist, der sich heute in den Kranz der neolateinischen Sprachen als selbständige Sprache einfügt.

Die Selbständigkeit der romanischen Sprache zeigt sich besonders auch dadurch, dass viele vulgärlateinische Ausdrücke sich im Romanischen erhalten haben, die sich nirgends mehr in einer andern neolateinischen Sprache finden. Ich nenne nur beispielsweise baselgia, vom lateinischen basilica = Kirche, Tschuncheismas = Pfingsten, vom lateinischen Quinquagesima, emda oder jamna von hebdomas = Woche, viarva = Worte, von verba, cotschen = rot, von coccinus = scharlachfarbig, mellen = gelb, vom lateinischen mellinus, honigfarbig, alv = weiss, von albus, miur = Maus, von mus, muris, nuersa = Mutterschaf, von nutrix, und meisa = Tisch, von dem berühmten Worte mensa, das allen, die einst mit dem Lateinstudium begannen, als erstes Wort der Grammatik zeitlebens in Erinnerung bleiben wird. Sie werden nirgends, in keiner einzigen neolateinischen Sprache, alle diese Worte wiederfinden.

Doch sind im Romanischen auch Wortstämme nichtlateinischen Ursprungs enthalten. Dies hat böse Zungen zum Märchen veranlasst, dass der

Engel, der die Sprachen unter die Völker verteilte, ein einsames Gebiet mitten in den Bergen vergessen habe; das war das Gebiet der rätischen Alpen; „in der Verzwiefelung schüttelte er alle Sprachreste, die ihm zurückgeblieben waren, über dieses Gebiet aus, und so entstand die rätische Sprache“. Ein Körnchen Wahrheit liegt in dieser Erzählung. Die einen dieser nichtlateinischen Wortstämme rühren aus der vorrömischen Zeit her. Ich verweise auf die Worte grep (Fels), crap (Stein), grava (Flussgeröll), bena (Stosskarren) und vor allem auf die Negation buc, die in allen Varianten vorkommt: buc, betg, bec, britga. Natürlich musste auch die ständige Berührung der Romanen mit germanischen Stämmen und die politische Eingliederung in die nördlichen Staateengebilde an der Gestaltung ihrer Sprache ihren Anteil haben. Daraus erklärt sich, dass die romanische Sprache viele Wortstämme germanischen Ursprungs enthält, die schon seit Jahrhunderten assimiliert sind und darum als eigenes Sprachgut angesehen werden. So nennt der Romane den Wald „uaul“, ohne im mindesten daran zu denken, dass es sich um einen deutschen Wortstamm handelt. Namentlich gibt es eine Anzahl Adjektive und Adverbia deutschen Ursprungs, die im Romanischen Heimatrecht erhalten haben. Zum Teil haben sie ihre ursprüngliche Bedeutung verloren: ich erinnere an baul = früh, von bald und gleiti, das „bald“ bedeutet und vom deutschen „gleitig“ abstammt.

Interessant ist eigenartig ist auch die Bildung der romanischen Geschlechtsnamen. In der romanischen Bevölkerung haben wir allerdings auch recht viele deutsche Geschlechtsnamen, wie Vonmoos, Condrau (von Conrad), daneben aber auch Namen, die direkt vom Lateinischen abstammen, die Tuor, von turris = Turm, Durisch, von Ulricus = Ulrich, Willi von villicus = Meier, Liver, von liber = frei. Der grösste Teil der romanischen Geschlechtsnamen aber setzt sich in eigenartiger Weise zusammen aus dem Vorwort casa und irgendeinem Vornamen. So wird casa Antonii zu Cantieni und zu Gadiant; Calonder ist aus casa Leandri entstanden, von casa Felicis stammt Caflisch.

Diese wenigen Darlegungen werden in Ihnen die Ueberzeugung gestärkt haben, dass das Romanische in Tat und Wahrheit eine vollständig selbständige Sprache ist.

Es braucht nicht gesagt zu werden, dass das romanische Volk zu allen Zeiten das Bewusstsein hatte, eine eigene und unabhängige Sprache zu besitzen. Man findet es nun aber merkwürdig, dass das Romanische keine einheitliche Schriftsprache und kein Hauptidiom habe. Es ist wahr: die romanischen Idiome des Bündnerlandes sind äusserst verschieden. Wenn im bündnerischen Grossen Rate Appell gemacht wird, antworten die Deutschsprechenden einheitlich mit „hier“, die italienisch Sprechenden mit „presente“, im romanischen Lager aber tönt es bunt durcheinander: chen, co, qua, quia, preschaint, present. Der kurze Ausdruck „komm hierher“ lautet in den verschiedenen Idiomen folgendermassen: im Oberland „neu neu cheu“, im Oberhalbstein „via na co“, im Emserromanischen, meiner Heimatsprache, „via na qua“ und im Engadin „ven an“. Diese Verschiedenheit der Idiome ist nichts anderes als die Folge einer andern Eigenart des Bündnerlandes, nämlich der einstigen staatlichen

Eigenart von Alt Fry Rhätien, das sich politisch in über 40 kleine Republiken teilte, Hochgerichte oder Gerichte genannt, die eine viel grössere Selbständigkeit besaßen als die heutigen Kantone gegenüber der Eidgenossenschaft. Sie hatten das volle Gesetzgebungsrecht auf zivil- und strafrechtlichem Gebiet; sie ordneten den Verkehr, sorgten für Weg und Steg, sogar für die Wehrhaftigkeit des Volkes, bestimmten nach einem Turnus die Beamten für die Untertanenlande. Jedes dieser Hochgerichtsgebiete konnte also hemmungslos sein Volkstum zur Entwicklung bringen. Das war der Inhalt der einzigartigen Demokratie von Alt Fry Rhätien, an der das Volk mit allen Fasern des Herzens hing. Dass auf diesem politischen Boden keine dominierende Hauptsprache sich herausbilden konnte, wird für jedermann ohne weiteres einleuchtend sein. Dieser Zustand dauerte mehr oder weniger bis zur kantonalen Verfassung vom Jahre 1854. Die Nachwirkungen dieser Jahrhunderte alten geschichtlichen Entwicklung sind heute noch vorhanden. Wir Bündner sind stolz auf unsere Geschichte und auf unsere Eigenart. Darum würde es vorläufig ein vergebliches Unterfangen sein, von den verschiedenen Talschaften die Anerkennung irgendeines romanischen Idioms als Hauptidiom zu verlangen. Wenn wir Romanen heute zu den Miteidgenossen der drei andern Landessprachen hintrreten und um Anerkennung der romanischen Sprache als Nationalsprache ersuchen, tun wir dies in erster Linie aus Gründen der Gerechtigkeit, aber auch aus Gründen der Spracherhaltung. Für uns ist die Sache nicht nur ein Kleid, das man einfach ausziehen kann, um ein anderes anzuziehen. Die ererbte Sprache ist für jedes Volk die lebendige Photographie seiner Seele, seines Charakters und seiner Geschichte. Es offenbart sich in der Sprache alles das, was das Volk gedacht, gefühlt und erlebt hat in Freude und in Schmerz. Wir Romanen wollen Romanen bleiben, „ni talians, ni tudestgs, romontschs lein nus restar“. Als hehres Beispiel kann ich meine Heimatgemeinde Ems anführen, die, obwohl sie nur 6 km von Chur entfernt liegt, während all der Jahrhunderte, nachdem Chur etwa um die Wende des 15. Jahrhunderts deutsch geworden ist, immer romanisch blieb und weiterhin romanisch bleiben will.

Wir versichern Sie aber, werte Miteidgenossen, dass wir gleichzeitig auch gute Eidgenossen bleiben werden; schon zur Zeit des Schwabenkrieges hat sich das Blut der Bündner, die damals fast ausnahmslos Romanen waren, an der Calvenklause gemischt mit dem Blut der deutschsprechenden Eidgenossen. Wir glauben, an die Gerechtigkeit der Miteidgenossen appellieren zu dürfen. Das romanische Volk hat während Jahrhunderten der kleinen deutschen Minderheit der Walser, die einst aus dem Oberwallis nach Graubünden gekommen waren, im eigenen Lande volle Freiheit zukommen lassen. Die deutschen Walser haben ihr Volkstum in der freien Luft der alten freien rätschen Demokratie bis auf die letzte Faser bewahren können. Und wenn es wahr ist, dass, wer Gutes säet, auch Gutes erntet, dann dürfen wir Romanen heute mit gutem Gewissen vor die Miteidgenossen anderer Zunge treten, namentlich vor jene deutscher Zunge, um der Gerechtigkeit willen, die wir jahrhundertlang der

kleinen deutschen Minderheit im eigenen Lande haben teilwerden lassen.

Wahren wir in allen Teilen unseres Schweizerlandes unsere Eigenart, denn sie ist die Grundlage unserer demokratischen Freiheit. Wenn einmal der Appenzeller seine Witze aus dem Variété holen sollte, oder der Freiburger seinen Ranz des vaches verachten gelernt hätte, oder wenn sogar der letzte Berner hochdeutsch sprechen würde, dann stünden wir, darüber seien wir uns im klaren, virtuell nahe dem finis Helvetiae. Sammeln wir uns alle um die kräftige Eiche, die unsere Väter gesetzt, so mannigfaltig ihre Aeste auch sein mögen. Jeder hüte seinen Teil. Alle vereint wollen wir der Sturmflut der Verflachung einen Damm entgegensetzen.

Für den Romanen aber gelten die Verse des Dichters Florin Camathias:

Perquei, Romontsch, stai nies lingatg,
E viva nossa viaiva
Schiditg sco sin nos quolms il matg
Verdegia nova jarva.

Das heisst zu deutsch in freier Uebersetzung:

Darum Romantsch, sei uns gegrüsst,
Es leben deine Laute,
Solang auf unsern Bergen spriessst
Im Lenz die Alpenraute.

Meine Herren! Seid versichert, wenn man heute im Bündnerlande und auf der ganzen Welt, wo Romanen leben, vom Beschlusse des Ständerates hören wird, wird man erfreuten Herzens ausrufen: „Viva la Grischa!“

Wettstein: Nach dem gründlichen Referat von Kollege Martin und den begeisterten Ausführungen von Herrn Willi ist sachlich wohl nicht mehr viel zu sagen. Ich lege aber doch Wert darauf, dass auch ein Sprecher der deutschen Schweiz sich kurz zu dieser Vorlage ausspricht. Mir als Zürcher ist es ein doppeltes Vergnügen, das tun zu können, denn ich erinnere mich mit grosser Freude an die prachtvolle Kundgebung, die in Zürich zugunsten der quarta lingua stattgefunden hat. Ich habe während meines jetzt recht langen politischen Lebens noch selten eine so erfreuliche Tagung erlebt wie diese Kundgebung im Rathaussaale in Zürich. Man hat wieder einmal spüren können, dass es auch auf politischem Gebiet Freuden gibt und nicht nur Aerger und Verdross. Jene Kundgebung war ein prachtvolles Zeugnis für die schweizerische Solidarität. Aber ich glaube, noch einen besonderen Grund zu haben, um als Vertreter der deutschen Schweiz ein paar Worte zu sagen, denn die Alemannen tragen eigentlich eine historische Schuld. Sie haben ja die Rätromanen zurückgedrängt aus Gebieten, die von ihnen besiedelt waren. Der Herr Referent hat ausgeführt, dass die rätromanische Bevölkerung bis zum Bodensee hinunterging, und wer im Rheintal wandert, der begegnet heute noch sehr deutlichen Spuren dieser rätromanischen Besiedelung. Ich habe sie selber aufmerksam verfolgt auf manchen Wanderungen. Ich erinnere daran, dass im Rheintal zwischen Sargans bis hinunter nach Sennwald noch sehr viele rätromanische Familiennamen vorkommen. Gabathuler ist nichts anderes als Casa Bartholomäus, dann Gafafer, die Casa Faber. Aber es wird Sie vielleicht interessieren — es wird nicht

allen bekannt sein — dass der Name Gantenbein mit Bein gar nichts zu tun hat. Er ist gut romanisch und bedeutet ursprünglich *Canta bain*, das ist der Stand der wandernden Sängler, die durch das Land zogen. Ich denke auch an viele Flurnamen, die heute von Werdenberg bis hinunter gegen Rütli sich finden, Flurnamen wie Gamschol, Gasenz, nördlich von Gams, oder in der Voralp bei Grabs Namen wie Gampardon, Gampertin, Malbun, Flurnamen, die unzweifelhaft rätoromanischen Ursprungs sind. Aus diesen Gegenden haben sich die Rätoromanen zurückziehen müssen und sind allmählich stark in ihrer Zahl reduziert worden. Aber doppelt müssen wir sie bewundern, weil sie mit einer so ausserordentlichen Zähigkeit an ihrer Sprache festgehalten haben, und wenn wir heute diese Sprache als vierte Nationalsprache anerkennen, so liegt darin eigentlich nichts anderes als ein Dank für die Treue, welche diese Rätoromanen einem wertvollen schweizerischen Heimatgut bewiesen haben.

Diesen Dank wollen wir ihnen heute aussprechen. Dabei bin ich mir wohl bewusst, dass wir damit keine grosse Tat vollbringen. Wir bringen kein Opfer, aber, und dies wird vielleicht doch für die Rätoromanen wertvoll sein, es ist der Ausdruck eines warmen, eidgenössischen Empfindens. Dieses Empfinden hat vielleicht doch eine grössere Bedeutung als der rein formale Beschluss, das Rätoromanische als vierte Landessprache anzuerkennen; es liegt darin eine gewisse Manifestation. Graubünden ist ein kleines Modell der Eidgenossenschaft. Das, was die Schweiz auszeichnet vor andern Völkern, die Mehrsprachigkeit, die Vielheit in der Einheit, das zeigt uns Graubünden im kleinen. Graubünden hat die Sprachenfrage gelöst, schon bevor wir die unsrige im grösseren Gebiet gelöst haben, und friedlich haben dort die drei Sprachen, Deutsch, Italienisch und Romanisch, ihren Ausgleich gefunden, wie wir ihn im grösseren in der Eidgenossenschaft gefunden haben. Wir haben in der Eidgenossenschaft keinen Sprachenstreit, wie so viele Länder, die es immer noch nicht begriffen haben, auf welche Weise man den Minderheiten entgegenkommen soll. Es ist unendlich wertvoll für einen Staat, wenn er durch gegenseitiges Nachgeben die einzelnen Stämme innerlich verbindet; das ist uns gelungen. Wir hatten dazu als Beispiel den Kanton Graubünden. Und deshalb ist diese Anerkennung der vierten Landessprache mehr als ein bloss formaler Beschluss: es ist eine Kundgebung für die Idee, auf der unsere Schweiz beruht, für den Staatsgedanken, den unsere Schweiz repräsentiert. Wir sind uns bewusst, dass wir nicht etwa bloss einen Dialekt anerkennen, sondern eine selbständige, eigene Sprache. Und deshalb wird unser Beschluss nicht nur nach innen eine Kundgebung der Einheit und der Solidarität mit unsern Rätoromanen sein, sondern er soll auch nach aussen kundtun, dass dieses Rätoromanische für uns eine selbständige, schweizerische Sprache ist. Er soll auch kundtun, dass wir es nicht herunterdrücken lassen zu einem bloss regionalen Idiom.

Diese beiden Bedeutungen müssen wir festhalten, dann wird uns auch klar, um was es sich bei diesem Beschlusse handelt. Und so hoffe ich, dass auch die Volksabstimmung — auch wenn es dabei wiederum einige tausend professionelle Nein-

sager gibt — eine machtvolle Kundgebung unserer Einheit in der Vielheit sein wird, eine Kundgebung für die Solidarität aller Eidgenossen.

Bundesrat **Etter**: Es ist sonst nicht meine Gewohnheit, das Wort zu ergreifen, wenn keine Meinungsverschiedenheiten vorhanden sind. Wenn ich heute von diesem Grundsatz abgehe, so geschieht das, weil ich danken möchte, und auf der andern Seite, um die Bedeutung der Frage zu unterstreichen, da es sich doch um eine Verfassungsrevision handelt.

Ich danke in erster Linie dem Herrn Referenten der Kommission für seine ausgezeichneten, tiefgreifenden Ausführungen. Danken möchte ich auch den beiden Herren, die in die Diskussion eingegriffen haben.

Dann aber möchte ich doch in ein paar kurzen Bemerkungen die Bedeutung der Vorlage noch weiter unterstreichen, als es in der Diskussion schon geschehen ist. Freilich, wenn wir nach der unmittelbaren praktischen Bedeutung der Vorlage fragen, dann ist sie nicht wägbare. Aber wir dürfen auch im staatlichen Leben nicht immer danach fragen, was irgend ein gesetzlicher Erlass, irgend eine Massnahme praktisch nützt. Wir dürfen nicht immer die Frage erheben: *Cui bono*. Es sind auch nicht immer die sogenannten praktischen Weihnachtsgeschenke, die am meisten Freude auslösen, sondern jene Weihnachtsgeschenke, die den Willen, Freude zu machen, am unmittelbarsten und reinsten zum Ausdruck bringen. Das hängt damit zusammen, dass der Mensch nicht vom Brot allein lebt, sondern auch vom Geiste. Und auch der Staat lebt nicht allein vom Brote, sondern auch der Staat lebt von seinem „logos“, vom Geiste, der ihn geboren hat, der ihn trägt und den er immer erneuern muss.

Diese Vorlage ist eine Bejahung jenes Geistes, der die Seele des eidgenössischen Staatsgedankens ausmacht. Die Eidgenossenschaft verkörpert politisch das Prinzip des genossenschaftlichen Zusammenschlusses, wie unlängst der Rektor der Universität Bern, Professor Feller, in seiner Rektoratsrede ausserordentlich interessant auseinandergesetzt hat. Das Prinzip des genossenschaftlichen Zusammenschlusses ermöglicht es uns, gegen aussen gross und stark die gemeinsame Freiheit zu verteidigen, ohne nach innen die Selbständigkeit und die Freiheit der Glieder zu erdrücken oder zu vergewaltigen. Das gleiche genossenschaftliche Prinzip, das politisch in der föderalistischen Struktur unseres Staates zum Ausdruck kommt, übersetzt sich auch ins Kulturelle: Zusammenleben, Zusammenwirken verschiedener Kulturen, verschiedener Sprachen. Der Gleichberechtigung der Kantone, die hier im Ständerat so wunderbar zum Ausdruck kommt, jener Gleichberechtigung, die dem kleinen Kanton Zug genau das gleiche Recht einräumt wie dem grossen Stande Bern, dieser politischen Gleichberechtigung entspricht auf kulturellem Boden die Gleichberechtigung der Sprachen: Ideelle Gleichberechtigung — d. h. soweit sie sich überhaupt praktisch im Rahmen des Vernünftigen realisieren lässt — des Rätoromanischen, das nur von einem Hundertstel unseres Volkes gesprochen wird, mit den andern Sprachen des Landes! Das ist der Sieg

des Geistigen, der sich in der Eigenart unserer schweizerischen Demokratie immer wieder offenbart. Nicht die Zahl und nicht die Masse ist das Ausschlaggebende. Dort, wo in einer Demokratie die Zahl und die Masse zum herrschenden Element sich aufschwingt, wird die Demokratie zu etwas Mechanischem, und dann verliert sie ihre geistige Widerstandskraft. Die eidgenössische Demokratie schöpft ihre Kraft und ihre Grösse nicht aus der horizontalen, sondern aus der vertikalen Linie, aus der Besinnung auf das Geschichtliche und auf das Geistige, auf das, was geworden ist in organischem Aufbau.

Unlängst sind die zwei ersten Bände des Werkes erschienen, das Erwin Poeschel über die Kunstdenkmäler von Graubünden schreibt, zwei Bände, die uns zeigen, wie auch auf dem Gebiete der Kunst in diesem Lande Graubünden sich bewundernswürdig Vieles und Grosses erhalten hat. Im ersten Bande seiner „Kunstdenkmäler von Graubünden“ schreibt Erwin Poeschel, den ich übrigens zu diesem seinem Werk beglückwünschen muss: „Wir werden nicht übersehen, dass die Sprache als Vermittlerin von Vorstellungsinhalten weit über die Funktion technischer Verständigung hinausgreift und das ganze geistige Leben zu bestimmen und zu formen vermag“. Das ganze geistige Leben also hängt mit der Sprache zusammen. Wenn wir das Rätoromanische als Landessprache anerkennen, dann anerkennen wir nicht nur die Bedeutung, die Freiheit, das Recht dieser Sprache, sondern diese Sprache als formenden und wirkenden Ausdruck des ganzen geistigen Lebens des rätoromanischen Volkes. Wir verwirklichen dadurch unser Prinzip, die Mannigfaltigkeit und Verschiedenartigkeit unseres Landes zu verteidigen und jenen geistigen Reichtum zu schützen, der sich offenbart in dieser Mannigfaltigkeit. Das ist meines Erachtens die tiefste Bedeutung der Vorlage. Darin liegt ihre Bedeutung unter dem Gesichtspunkte der geistigen Verteidigung des Landes. Denn dadurch verteidigen wir das, was unser Land gross und stark macht, gegen jede Gefahr geistiger Gleichschaltung, komme sie woher sie wolle.

In der Kundgebung der Ehrfurcht vor dem Rechte und der Freiheit der Muttersprache offenbart sich noch ein anderes, ein heiliges Prinzip unserer schweizerischen Demokratie: die Ehrfurcht vor der Würde und der Freiheit der menschlichen Persönlichkeit, die wiederum nicht erdrückt werden darf von der Masse und von der Zahl und auch nicht von der Uebermacht des Staates. In der Pflege dieser Ehrfurcht vor der Würde der Persönlichkeit erblicke ich eine zeitgemässe Sendung gerade unseres eidgenössischen Staatsgedankens und seine überragende geistige Kraft.

Die Zustimmung der eidgenössischen Räte zum Antrag des Bundesrates zur vorgeschlagenen Verfassungsrevision soll für die Rätoromanen ein Weihnachtsgeschenk bedeuten. Herr Ständerat Wettstein hat soeben darauf hingewiesen, dass die Rätoromanen dieses Weihnachtsgeschenk durch die Treue verdienen, mit der sie an ihrer Sprache hangen und am ganzen Geist, der sich in dieser Sprache kund gibt, am Geist der Freiheit und des Selbstbestimmungsrechtes.

Drüben im andern Saal habe ich in diesem Zusammenhange eine Huldigung an die rätoromanische Dichtung gerichtet, namentlich an den ergrauten Dichter Peider Lansel, der den Verhandlungen im Nationalrate beiwohnte. Ich möchte hier schliessen mit einer Ehrung der Wissenschaft, die sich um die Erhaltung des Rätoromanischen verdient gemacht hat. Diese Ehrung möchte ich um zwei Namen gruppieren, die sich grosse Verdienste um das Rätoromanische erworben haben. Ich erinnere an Decurtins, der die gewaltige, unerhörte Unruhe seiner geistigen Aktivität in das grandiose Werk seiner „Chrestomathie“ zu fesseln verstanden hat. Und ich erinnere an einen Mann, der erst in den letzten Tagen gestorben ist und so leider den Triumph seiner Bemühungen und Bestrebungen nicht mehr erleben kann: Robert von Planta, den grossen, verdienten Gelehrten, der seine Fülle von Kenntnissen als Philologe in den Dienst des Rätoromanischen gestellt und die Herausgabe der drei Standardwerke für das rätoromanische Sprachgebiet vorbereitet und zum Teil schon weitgehend verwirklicht hat. Mit seinem Namen werden sich insbesondere das „Rätoromanische Wörterbuch“ und das „Namenbuch des Kantons Graubünden“ auf immer verbinden.

Die bevorstehende Abstimmung in Ihrem Rat und die Abstimmung, die sich im eidgenössischen Volk und in den Ständen vollziehen wird, sollen nicht nur eine Ehrung für das Volk der Rätoromanen sein, das seine Treue gewahrt gegenüber seiner Sprache, sondern auch eine Ehrung aller dieser Männer, die Grosses getan haben, um in ihrem Volke diese Treue zur Sprache und zum Geiste der Tradition wachzuhalten. Wenn die Zustimmung im Ständerat ein Weihnachtsgeschenk darstellt, dann soll, um mit dem gleichen Gedanken zu schliessen, mit dem Herr Ständerat Wettstein geschlossen hat, die Volksabstimmung dieses Weihnachtsgeschenk in ein Ostergeschenk verwandeln, dessen die Rätoromanen sich freuen mögen!

Abstimmung. — Vote.

Für Annahme des Beschlusses
wurdes

36 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung.

Langue romanche. Révision constitutionnelle.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1937
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3553
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.12.1937
Date	
Data	
Seite	483-493
Page	
Pagina	
Ref. No	20 032 453

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.